



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 6 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 30 novembre 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### Etait excusé et représenté par pouvoir:

M. MONMARCHON à M. BALDES

### Etait excusée:

Mme LANDAIS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27  
Conseillers présents : 25  
Conseillers votants : 26

Pour : 26  
Contre : 0  
Abstention : 0

## 16 – CESSION ET ACQUISITION DE TERRAINS

### Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la Commune.

L'Office Public de L'Habitat « Gironde Habitat » a pour projet la réhabilitation de l'ancien groupe scolaire Saint Romain sis rue Paul Tardy. Il envisage de réaliser 33 logements sociaux (construction neuve et réhabilitation).

Pour réaliser cette opération « Gironde Habitat » souhaite :

- acquérir une bande de terrain d'une contenance de 2a 11ca issue de la parcelle cadastrée AR 237, propriété de la Ville de Blaye, afin de permettre l'implantation et l'alignement de son futur bâtiment ainsi que l'intégration du poste de transformation ErDF existant dans ce dernier,
- céder à la ville de Blaye une bande de terrain d'une contenance de 16ca issue de la parcelle cadastrée AR 139, propriété de Gironde Habitat.

En application de l'article L 1311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les projets d'opérations immobilières mentionnés à l'article L1311-10 du CGCT doivent être précédés, avant toute entente amiable, d'une demande d'avis de l'autorité compétente de l'Etat.

L'article L1311-10 du CGCT concerne notamment les acquisitions à l'amiable, par adjudication ou par exercice du droit de préemption, d'immeubles, ..., d'une valeur totale égale ou supérieure à un montant fixé par l'autorité administrative compétente. Par arrêté ministériel du 17 décembre 2001, le montant est fixé à 75 000 €.

Par courrier du 30 juin 2016, la Direction Générale des Finances Publiques a indiqué qu'à compter du 1er août 2016, elle ne donnerait plus suite aux demandes qui n'entrent pas dans le cadre réglementaire.

En conséquence, la sollicitation des services de l'Etat pour estimer la valeur des différents biens n'est pas nécessaire.

Compte tenu du caractère social du porteur de projet, il a été décidé que la transaction se ferait à l'euro symbolique.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à :

- céder à « Gironde Habitat » 2a 11ca issue de la parcelle cadastrée AR 237
- acquérir auprès de « Gironde Habitat » 16ca de la parcelle AR 139
- signer tous actes ou documents afférents à cette opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 25 novembre 2016 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 08/12/16  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20161206-42845-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

